

**14 SEPTEMBRE 1886 — DECRET DU
ROI-SOUVERAIN.**

**Régime foncier — Enregistrement des
terres.**

(*B.O.*, 1886, p. 138).

Rendu exécutoire au *Rwanda* par
O.R.U. n° 9 du 8 mars 1927.

(*B.O.R.U.*, 1927, p. 264).

1. — Les droits privés actuellement existants ou qui seront acquis, dans l'avenir, sur des terres situées dans l'*Etat indépendant du Congo*, devront, pour être légalement reconnus, être enregistrés par le conservateur des titres fonciers, conformément aux dispositions que prescrira *Notre administrateur général au Congo*.

L'article 9 du même décret est rendu applicable à toutes les terres soumises à l'enregistrement.

2. — Les terres occupées par des populations *indigènes*, sous l'autorité de leurs *chefs*, continueront d'être régies par les coutumes et les usages locaux.

Les contrats faits avec les *indigènes* pour l'acquisition ou la location de parties du sol ne seront reconnus par l'Etat et ne donneront lieu à enregistrement qu'après avoir été approuvés par l'*administrateur général au Congo*.

Celui-ci pourra déterminer les formes et les conditions à suivre pour la conclusion desdits contrats.

Sont interdits tous actes ou conventions qui tendraient à expulser les *indigènes* des territoires qu'ils occupent ou à les priver, directement ou indirectement, de leur liberté ou de leurs moyens d'existence.

3. — Les terres vacantes et les autres terres appartenant à l'Etat que le gouvernement jugera convenable d'aliéner ou de donner en location, seront vendues ou louées par les soins du conservateur des titres fonciers, conformément aux dispositions qui seront arrêtées par l'*administrateur général du département des finances*.